

LE 12E SOMMET DE L'APEC

Les États d'Asie-Pacifique snobent George W. Bush



Réunis à Santiago du Chili à l'occasion du 12e sommet Asie-Pacifique (APEC), 21 chefs d'États et de gouvernements se sont appliqués à ignorer les propositions états-uniennes et à nouer de nouvelles relations commerciales en contournant Washington. Vladimir Poutine s'est posé en adversaire de l'impérialisme états-unien. Hu Jintao a taillé des croupières aux États-Unis en Amérique latine. Tandis que George W. Bush, au bord de la crise de nerfs, a fait le coup de poing contre les policiers chiliens.

page 2

Bush mise sur le bon cheval

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Sydney Blumenthal raille Bernard Kerik, le nouveau secrétaire à la Sécurité de la patrie, personnage incompetent et mégalomane placé à ce poste pour préparer le financement de la campagne de 2008 grâce aux contrats alléchant de son ministère. Bush a choisi le garde du corps d'un de ses amis pour l'élever au rang de ministre, comme l'empereur Caligula nomma son cheval sénateur de Rome.

page 8

REPÈRE : 12 DÉCEMBRE 1969

La Stratégie de la tension en Italie

En Italie, alors que de nombreux conflits sociaux agitent le pays, la gauche extraparlamentaire se radicalise. Dans les milieux d'affaires on craint une contagion de Mai 68. À Washington, on agite le spectre d'un gouvernement de gauche dans un pays abritant d'importantes bases militaires US. Les réseaux *Stay Behind* et la *loge P2* mettent en place une stratégie de la tension pour tourner l'opinion et l'amener à accepter un gouvernement autoritaire anti-communiste. Le 12 décembre 1969, une bombe explose au siège de la Banque Nationale d'Agriculture de Milan, faisant 18 morts et de nombreux blessés. Les « *gauchistes et anarchistes* » sont immédiatement pointés du doigt et un cheminot anarchiste Giuseppe Pinelli, est arrêté le soir même. Il « *tombera accidentellement* » par une fenêtre du 4ème étage du commissariat central de Milan, où il était détenu. Le soir du 20 décembre, l'ambassadeur états-unien Ackley cable à Washington : « *Il faut se préparer à un scénario à la grecque* » (c'est-à-dire un coup d'état militaire). L'implication de P2 dans les attentats sanglants ne sera révélée que 20 ans plus tard. ■



LE PUTSCH CONTRE LE PRÉSIDENT VÉNÉZUÉLIEN HUGO CHAVEZ A ÉTÉ OURDI EN ESPAGNE

Le général vénézuélien Melvin Lopez, actuellement secrétaire du Conseil de Défense du Venezuela, a dénoncé le fait que la tentative putschiste d'avril 2002 contre le président Hugo Chavez avait été planifiée en Espagne, dans le cadre d'un plan d'entraînement faisant partie du Second cours de l'état-major de l'Armée de l'air espagnole, sous le gouvernement de José-Maria Aznar, en décembre 2001. L'exercice consistait à établir des plans concrets pour assurer le contrôle de « Zone Noire » (nom de code désignant le Venezuela) à partir des bases militaires nord-américaines situées à « Blanc » (la Colombie), « Marron » (le Panama) et « Bleu » (Porto Rico) et avec le soutien des médias locaux de « Zone Noire » (le groupe de presse Cisneros). Le plan prévoyait la neutralisation des radars frontaliers ainsi que l'obtention du soutien des chefs militaires de « Zone Noire ». Ce plan fut parfaitement respecté : en mars 2002, les radars vénézuéliens proches de la frontière colombienne furent rendus inopérants. Le général Melvin Lopez, alors chef de la garnison de Caracas, affirme avoir figuré parmi les chefs militaires qu'il fallait acheter et même avoir effectivement été contacté à l'époque par l'ambassadrice des États-Unis. (D'après AIN, Agence cubaine d'information) ■

Le 12e sommet de l'APEC

Les États d'Asie-Pacifique snobent George W. Bush

Réunis à Santiago du Chili à l'occasion du 12e sommet Asie-Pacifique (APEC), 21 chefs d'États et de gouvernements se sont appliqués à ignorer les propositions états-uniennes et à nouer de nouvelles relations commerciales en contournant Washington. Vladimir Poutine s'est posé en adversaire de l'impérialisme états-unien. Hu Jintao a taillé des croupières aux États-Unis en Amérique latine. Tandis que George W. Bush, au bord de la crise de nerfs, a fait le coup de poing contre les policiers chiliens.



Le 12e sommet des leaders économiques de la zone Asie-Pacifique (APEC) a rassemblé 21 délégations à Santiago du Chili, les 20 et 21 novembre 2004. Ce grand barnum, en lui-même dénué d'intérêt, était l'occasion pour de nombreux chefs d'État et de gouvernement de multiplier les entretiens bilatéraux et les escales tous azimuts. Il était précédé d'une étonnante et peu médiatisée foire internationale de la Sécurité de la patrie, à Honolulu du 14 au 17 novembre, et doublé d'un symposium des chefs d'entreprise multinationales Asie-Pacifique (APEC Business Advisory Council - ABAC). Si aucune de ces rencontres n'a paru décisive en elle-même, ce remue-ménage général a bouleversé l'équilibre diplomatique régional.

La seconde foire-exposition Asie-Pacifique de la Sécurité de la patrie a permis au secrétaire états-unien Tom Ridge de présenter le programme US-VISIT de surveillance biométrique des frontières. L'administration Bush espérait vendre ce dispositif à de nombreux États et partager avec eux les informations

collectées. Elle n'a rencontré que l'intérêt déjà acquis de la délégation taiwanaise, conduite par le ministre de l'Intérieur Su Jia-chyuan. Les autres États se sont contentés d'acquérir les matériels nécessaires à l'établissement de passeports aux nouvelles normes US, mais n'ont pas prévu d'équiper leurs frontières.

Le sommet de Santiago devait « dynamiser la libéralisation du commerce mondial » (véritable tarte à la crème des sommets diplomatiques), « lutter contre la prolifération nucléaire » (c'est-à-dire placer la seule Corée du Nord en accusation) et « renforcer la lutte anti-terroriste » (plus précisément couper l'approvisionnement de la résistance irakienne en armes). Il aurait pu aussi fêter le nouveau mandat de George W. Bush pour quatre ans de plus.

Les chefs d'entreprises multinationales avec spontanéité ont préparé à l'attention des délégations gouvernementales une motion visant à créer une zone de libre-échange Asie-Pacifique. Le texte avait été rédigé par Hernan Somerville, patron des patrons chiliens et à ce titre président de l'ABAC pour cette année. Il n'était guère difficile de voir derrière cette initiative la main du conseiller économique de la Maison-Blanche, Robert Zoellick, qui pousse des motions identiques dans toutes les conférences régionales, où qu'elles se tiennent. L'objectif de Washington est de parvenir à négocier la libéralisation des échanges en fractionnant ses interlocuteurs, plutôt qu'au sein de l'OMC où ils font blocs. Mais la ficelle était un peu grosse et trop prévisible. Les chefs d'État et de gouvernement se sont poliment félicités de cette contribution pour mieux l'écarter.

Dès avant même l'ouverture officielle du sommet, le président Bush avait déjà déclaré à la presse que les États présents partageaient une même préoccupation face au développement nucléaire de la Corée du Nord et de l'Iran. Le 17 novembre, le secrétaire d'État Colin Powell avait même indiqué « avoir vu certaines informations suggérant qu'ils (les Iraniens) travaillent activement sur des systèmes de lancement (de têtes nucléaires) ». Mais le 19 novembre, le *Washington Post* [1] avait révélé que ces accusations, prétendument étayées par des rapports de renseignement, étaient sans fondement. Le 20 novembre, M. Powell avait réitéré ses imputations dans un entretien à *El Mercurio* [2]. Mais le lendemain, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, enterrait le sujet en déclarant à la presse que la Russie n'avait aucune information en ce sens et que M. Bush s'était gardé d'aborder cette question lors de sa rencontre avec M. Poutine.

Concernant la lutte contre le terrorisme, George W. Bush n'a pas manqué, comme il le fait à tout sommet depuis le 11 septembre 2001, de stigmatiser le caractère transnational de cette menace et d'inviter la communauté internationale à soutenir les efforts états-uniens dans la « guerre » qu'ils conduisent. Habituellement, les délégations qui cherchent à plaire à Washington reprennent en chœur ce discours, tandis que les autres se bornent à un mot de compassion. Il en a été autrement cette fois. Les États latino-américains venaient de refuser trois jours plus tôt, à Quito, la proposition de Rumsfeld d'intégrer leurs armées sous commandement du Pentagone dans la guerre au terrorisme [3]. Ils n'étaient donc guère enclins à donner la réplique à M. Bush. Pire, Vladimir V. Poutine s'est lancé dans une longue tirade contre les

États qui soutiennent le terrorisme en soulignant que l'attaque de Beslan n'avait rien à voir avec la question tchétchène, mais était commanditée de l'extérieur [4]. Loin de compatir avec les malheurs états-unis, il suggérait à mots à peine voilés que les États-Unis sont un État terroriste ; une allusion d'autant plus facile à comprendre pour les Latino-américains que la CIA est soupçonnée d'avoir repris ses campagnes d'assassinats et notamment d'avoir éliminé le procureur général du Venezuela deux jours plus tôt [5].

Tirant la couverture dans un autre sens encore, le Premier ministre canadien, Paul Martin, mit en avant la reconnaissance du « *droit de protection* » des populations opprimées, ainsi que son projet de forum des 20 leaders pour résoudre, entre autres, les questions de sécurité sanitaire (SARS, grippe aviaire).

Enfin, il s'est bien sûr trouvé un allié de Washington pour souligner que le leadership états-unien dans la lutte contre le terrorisme gagnerait en crédibilité si le département d'État réglait d'abord une cause de terrorisme qu'il laisse pourrir depuis longtemps : le conflit israélo-palestinien. Si ce coup était attendu, c'est à la surprise générale qu'il fut porté par le Premier ministre néo-zélandais, Helen Clark, immédiatement suivie par le président indonésien Susilo Bambang Yudhoyono, et le Premier ministre malaisien, Abdullah Ahmad Badawi.

Au finale, la rhétorique néo-conservatrice est trop éculée pour surprendre encore et chaque État y oppose désormais des réponses systématiques.

La solitude de George W. Bush

Bien que les questions monétaires ne soient pas à l'ordre du jour, elles ont hanté le sommet. Le yuan n'est toujours pas convertible et sa faible valeur favorise les exportations chinoises vers les États-Unis, au point que la grande distribution états-unienne vend désormais plus de produits chinois qu'US. Le Canada a demandé au FMI de calculer si le yuan est ou non sous-évalué, ce qui serait considéré comme une forme de subvention déguisée à l'export.

En réalité, le cours du yuan est à peu près fixe par rapport au dollar depuis 1994. Dès lors, la délégation chinoise a renversé le problème : tout en s'engageant à rendre à terme le yuan convertible, elle a en demandé aux États-Unis de stopper la chute du dollar (-35 % par rapport à l'euro depuis l'arrivée de George W. Bush à la Maison-Blanche). D'autant que l'économie états-unienne s'effondrerait si la Chine ne soutenait le dollar en achetant des bons du Trésor US. C'est là que le bât blesse : l'économie états-unienne est en pleine déroute, les comptes publics sont notoirement truqués de sorte qu'il est difficile d'évaluer l'ampleur du problème, mais chacun sait qu'à tout instant ce « colosse aux pieds d'argile » peut s'effondrer, entraînant avec lui les économies dépendantes, d'abord le Japon, puis partiellement l'Union européenne. Aussi le Premier ministre japonais, Junichiro Koizumi, est-il sorti particulièrement inquiet de son entretien avec George W. Bush, le 20 novembre : le président des États-Unis lui a déclaré sans rire que son administration s'engageait à maintenir le dollar fort. Au même moment, le dollar était coté 102,70 yen, soit son niveau le plus bas depuis avril 2000 [6].

En définitive, le sommet de l'APEC n'a pas servi à grand-chose. M. Bush qui en espérait beaucoup, n'en a rien retiré de positif, bien au contraire. De rage, il en vint à manquer de sang-froid. Lors d'un dîner au Centre culturel de la gare



Le président chilien
Ricardo Lagos

Mapocho, le service de sécurité chilien n'a laissé rentrer qu'un nombre limité de gardes du corps par hôte. Il a donc refoulé une partie de l'escorte de M. Bush. Revenant sur ses pas, celui-ci est venu exiger l'entrée de ses accompagnateurs. Le ton a monté. Soudain le président des États-Unis d'Amérique a agressé les policiers chiliens échangeant quelques coups de poing avec eux. Peu après, on apprenait que le dîner de gala, offert à 400 invités par le président chilien, Ricardo Lagos, était annulé pour éviter une nouvelle rixe.

Loin de calmer les esprits, Madame Bush décida alors de rendre une visite culturelle à la maison du poète et leader communiste Pablo Neruda, mort en 1973, douze jours après le renversement de la démocratie par la CIA, la mort de son ami Salvador Allende et l'installation de la junte d'Augusto Pinochet. Une provocation infâmante pour les Chiliens au moment où une commission indépendante vient d'établir les responsabilités dans les crimes de la dictature.

Le monde est plus grand sans les États-Unis

Le Premier ministre japonais, Junichiro Koizumi, a profité du sommet pour signer un traité commercial avec le Chili. Tokyo entend utiliser Santiago comme entrée dans le continent sud-américain. Un engagement de soutien économique réciproque a également été pris avec l'Indonésie. Cependant, M. Koizumi a échoué à améliorer ses relations avec ses principaux voisins. 59 ans après la reddition nipponne, Tokyo n'a toujours pas conclu de paix avec la Russie et la Chine et entretient avec elles d'importants différends frontaliers. En outre, Tokyo est en concurrence avec Pékin pour accéder aux richesses énergétiques russes. Les relations difficiles entre les deux pays se sont crispées lorsque, cette année, M. Koizumi a insulté les peuples du Pacifique en se rendant à une cérémonie funéraire en l'honneur des criminels de guerre nippons de la Seconde Guerre mondiale. En marge du sommet, le président chinois, Hu Jintao, a informé le Japon qu'une nouvelle participation officielle à cette cérémonie funéraire, en 2005, serait particulièrement mal ressentie dans la région. En fait de geste d'apaisement, M. Koizumi a déclaré que son pays n'avait pas l'intention de livrer une guerre à la Chine.

Dès son arrivée à Santiago, le président russe, Vladimir V. Poutine, a été accueilli par son homologue chilien, Ricardo Lagos. Ensemble, ils ont rendu hommage à la mémoire de Salvador Allende, devant le palais de la Moneda, une manière comme une autre de rappeler la longue amitié chiléno-russe qui contraste tant avec les crimes états-uniens dans le pays. Après avoir conclu divers accords avec le Chili, M. Poutine s'est offert un entretien « franc » avec son homologue états-unien, George W. Bush. S'il a accepté de renoncer à 80 % de la dette irakienne, cela n'aura été qu'en échange de quelques avancées dans le dossier d'adhésion russe à l'OMC. Il ne sortit rien d'autre de ce tête-à-tête qui tourna court après un échange d'amabilités sur « le retour du centralisme russe » et « l'ingérence étrangère en Ukraine ». Sur le chemin du retour,

Vladimir Poutine fit escale au Brésil, puis à La Haye pour rencontrer la Commission européenne. Juste le temps de vérifier que l'étendue des litiges avec le président de la Commission, le très atlantiste José Manuel Barroso, est bien le même qu'avec M. Bush.

Le président Poutine a affiché une opposition déterminée et systématique aux États-Unis. Comme si, persuadé que le monde affronte une Seconde Guerre froide, il se posait comme le champion du « Niet ! », l'alternative naturelle au bellicisme US.

Le président sud-coréen, Roh Moo-hyun, multiplia les escales en se rendant à l'APEC. Il s'arrêta à Los Angeles pour prononcer un discours au World Affairs Council. À la surprise et à l'indignation des États-Unis, il y expliqua que les revendications nord-coréennes en matière nucléaire sont justifiées par la menace militaire que Washington exerce sur Pyongyang. Puis, il se rendit en Argentine et au Brésil pour négocier un accord commercial avec le Mercosur dont ces deux États sont les leaders.

Sur la route de l'APEC, le président chinois, Hu Jintao, a fait une brève escale au Portugal pour se faire ouvrir le monde lusitanien par le Premier ministre Pedro Santana Lopez. Muni de ces recommandations, il s'est rendu au Brésil rencontrer le président Lula da Silva. Les deux pays ont déjà d'importantes relations commerciales et un programme satellitaire commun. En Argentine, le président chinois a signé cinq accords avec son homologue, Nestor Kirchner, augmentant instantanément de 122 % les échanges commerciaux entre les deux pays. En outre, durant le sommet, Hu Jintao a signé plusieurs accords avec son homologue, le président Ricardo Lagos, là aussi pour des montants considérables. Plus spectaculaire encore, sur le chemin du retour, le président chinois est allé saluer son homologue cubain, Fidel Castro, et son frère Raul, appelé à lui succéder. Les deux pays se réclament du socialisme, mais au cours des dernières années la Chine socialiste a inventé un système hybride de capitalisme national. La Chine est, avec la Russie, le partenaire principal de Cuba pour survivre à l'embargo économique des États-Unis et de leurs alliés. On a donc assisté à quelques échanges de discours bizarres où le mot « socialisme » renvoyait plus à l'amitié entre les deux peuples qu'à une notion économique précise.

Cette percée chinoise en Amérique latine, après l'alliance nouée avec l'Iran, marque un changement complet de politique étrangère. Poussé par la soif énergétique, Pékin s'est cherché des fournisseurs d'hydrocarbures. Mais conscient de la vulnérabilité de ces relations, Hu Jintao a débuté un vaste déploiement sur l'échiquier international qui le conduit à marcher ostensiblement sur les plates-bandes états-uniennes au mépris de la « doctrine Monroe ».

Le bilan de ce grand remue-ménage peut être ainsi résumé : comme prévu, le sommet en lui-même n'a servi à rien. George W. Bush, qui venait d'être déclaré vainqueur de l'élection présidentielle dans son pays, n'a pas reçu les félicitations qu'il attendait, mais a dû essayer une série de rebuffades : les chefs d'État et de gouvernement qu'il avait contribué à réunir ont mit à profit cette occasion pour chercher, et parfois trouver, de nouveaux partenaires leur permettant de s'affranchir de la tutelle de Washington. En Asie-Pacifique, on ne croit pas que les États-Unis sont l'hyper-puissance qui domine le monde, et l'on aimerait

[1] « Nuclear Disclosures on Iran Unverified » par Dafan Linzer, *The Washington Post*, 19 novembre 2004, p. A1 et A17.

[2] Propos recueillis par Katherine Bauerle.

[3] « Rébellion militaire à Quito ? » par Jorge Gomez Barata, *Voltaire*, 7 décembre 2004.

[4] « La responsabilité anglo-saxonne à Beslan » par Marivilia Carrasco, *Voltaire*, 27 septembre 2004.

[5] « Notre ami Danilo Anderson assassiné à Caracas » et « La CIA derrière l'assassinat de Danilo Anderson ? » par Marcello Larrea, 19 novembre et 1er décembre 2004.

[6] « Bush affirme l'engagement américain en faveur du dollar fort », AFP, 20 novembre 2004, 15 h 26.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Bush mise sur le bon cheval

Analyse

Le *Guardian* pose la question des victimes, à la fois militaires et civiles, de l'invasion de l'Irak. Le quotidien britannique relaye une pétition de 46 personnalités qui ont interpellé le Premier ministre à ce sujet, consacre un article d'analyse pour comparer les chiffres disponibles, et publie une tribune libre de Mike Rowson et John Sloboda, de Medact et Iraqi Body Count. Nous avons déjà noté, en présentant **une tribune de Jeffrey D. Sachs**, qu'au contraire cette question est délibérément ignorée par la presse états-unienne. Il semble qu'entre 13 500 et 45 000 soldats irakiens sont morts au combat, 14 619 à 16 804 civils irakiens sont morts collatéralement pendant les combats, au moins 85 000 civils irakiens sont morts en dehors des combats faute de soin compte tenu de la destruction des hôpitaux. À cela, il faut ajouter plus de 1 000 soldats réguliers états-uniens et au moins 820 collaborateurs irakiens. Les mercenaires ne sont pas comptabilisés. Tout porte à estimer que cette invasion, effectuée en violation du droit international, a coûté la vie à environ 140 000 personnes.

L'ancien conseiller de Bill Clinton, Sidney Blumenthal raille dans le *Guardian* le nouveau secrétaire à la sécurité de la patrie, Bernard Kerik. Nos lecteurs connaissent ce personnage auquel nous avons consacré un **portrait**, mais les Anglo-saxons ignorent tout de lui. Les articles parus à l'occasion de sa nomination sont vides et souvent identiques au mot-à-mot. Ils reprennent les termes d'une dépêche d'agence, elle-même copiée sur la jaquette rédigée par son éditeur pour la vente de son autobiographie. Blumenthal souligne que le président Bush a choisi le garde du corps d'un de ses amis pour l'élever au rang de ministre, comme l'empereur Caligula nomma son cheval sénateur de Rome. Au demeurant, Bernard Kerik n'est pas seulement un incompetent loyal, c'est aussi un mégalomane qui vient de commander, aux frais de l'association des

orphelins de la police new-yorkaise, trente bustes à son effigie. Derrière toutes ces incongruités, Blumenthal, comme d'autres commentateurs démocrates, voit se profiler un gigantesque système de détournement de fonds publics. Le budget du département de Sécurité de la patrie est en hausse constante, pour des résultats insignifiants. Des crédits considérables sont gaspillés dans des programmes fumeux au bénéfice de divers sous-traitants. M. Blumenthal pense que le nouveau ministre se livrera à un vaste trafic d'influence et que les nouveaux sous-traitants de son département seront conduits en échange de leurs contrats à investir dans Giuliani Partners, c'est-à-dire à financer la campagne présidentielle de 2008 de Rudolph Giuliani.

À ce propos, deux anciens présidents de la Chambre des représentants, Tom Foley et Newt Gingrich, demandent dans le *Washington Times* que l'on crée une Commission parlementaire permanente pour contrôler le nouveau département de Sécurité de la patrie, dont le rôle et le budget sont appelés à croître encore. La réorganisation de l'exécutif doit se doubler d'une réorganisation du législatif, expliquent-ils.

Christian W.D. Bock et Leland R. Miller dénoncent dans le *Washington Post* la passivité de l'Union européenne face à la crise du Darfour. Pendant que l'on discute de la qualification juridique des massacres (génocide ou pas ?), ceux-ci continuent. Selon eux, les Etats-Unis ne peuvent se permettre d'intervenir une fois de plus en terre d'islam, tandis que les Européens, qui le pourraient, attendent un feu vert de l'ONU qu'ils ne sollicitent pas.

Ce propos est habile, mais biaisé : le désaccord ne porte pas sur l'absence de mandat du Conseil de sécurité, mais sur l'analyse du conflit et les moyens d'intervenir. Dans une situation complexe, l'Union européenne, consciente des crimes coloniaux, préfère s'en remettre à l'Union africaine qu'elle soutient. La question devient alors, pourquoi les États-Unis soutiennent-ils si peu l'Union africaine dans cette démarche ?

Enfin, un collectif d'avocats et de militants arabes des Droits de l'homme plaide dans le *Daily Star* pour la prise en compte par le sommet du G8 et des dirigeants du Proche-Orient, réuni à Rabat, de leurs exigences de liberté, de démocratie et de justice. Jusque-là rien que du consensuel, un peu trop peut-être. La difficulté de ce genre d'exercice est d'être exhaustif et de hiérarchiser les problèmes. Et, de ce point de vue, il leur reste à justifier leurs choix dans la désignation des priorités concrètes.

Réseau Voltaire

Mike Rowson, John Sloboda

Mike Rowson est directeur de Medact.



Professeur de psychologie à l'Université Keele, John Sloboda est co-fondateur de l'organisation Iraq Body Count.

« Pas d'excuses »

Source : The Guardian

Référence : « No excuses », par Mike Rowson et John Sloboda, *The Guardian*, 9 décembre 2004.

Combien d'Irakiens mourront aujourd'hui ? Nous ne le saurons pas car **George W. Bush** et **Tony Blair**, qui prétendent avoir envahi et occupé l'Irak pour rendre le monde plus sûr, affirment qu'il n'y a aucun moyen fiable de compter les pertes irakiennes. Aussi, ils n'essayent même pas. Ils refusent d'accorder à des Irakiens innocents le même statut qu'à leurs morts et à leurs blessés, eux, dûment répertoriés.

Face à l'appel de 46 diplomates, universitaires, professionnels de la santé et dirigeants religieux demandant la création d'une commission d'enquête indépendante pour compter les morts irakiens, Blair a répondu que le ministère de la Santé avait déjà fait une enquête (elle compte 3 853 morts et 15 517 blessés), mais en réalité, cette enquête ne couvre qu'avril à octobre de cette année et même les responsables irakiens affirment qu'elle est sous-estimée. Nous avons fait notre propre compte en nous basant sur les déclarations officielles, les rapports des médias et ceux des organisations humanitaires. Nous avons référencé entre 14 619 et 16 804 morts cette année et nous ne prétendons pas que notre compte est exhaustif. Le magazine *Lancet* a compté plus de 100 000 morts, mais beaucoup de ces morts viennent de la détérioration du système de soin alors que nous nous concentrons sur les victimes des combats.

Il existe un autre moyen de savoir : les rapports militaires. Toutefois, ceux-ci sont classifiés par l'administration états-unienne et la Grande-Bretagne affirme qu'ils ne sont pas assez fiables pour être publiés. Bien sûr, cela ne serait pas une source parfaite, mais ce sont des informations sur lesquelles nous devrions nous appuyer. Aucune estimation n'est parfaite, mais ce n'est pas une excuse pour ne pas essayer.

Sidney Blumenthal



Sidney Blumenthal est ancien assistant et conseiller spécial du président Bill Clinton. Il est l'auteur de *The Clinton Wars*. Il a été éditorialiste du *New Yorker*, du *Washington Post* et de *New Republic*. Il est désormais éditorialiste au *Guardian* sur les questions de politique états-unienne et le correspondant à Washington de Salon. Com.

« Ave au cheval de Caligula »

Source : The Guardian

Référence : « All hail to Caligula's horse », par Sidney Blumenthal, *The Guardian*, 9 décembre 2004.

Dans la légende de la guerre au terrorisme, **Bernard Kerik** a une place à part compte tenu de son parcours. Il était aux côtés de **Rudolph Giuliani** le 11 septembre et après l'invasion de l'Irak, **George W. Bush** lui assigna la mission d'entraîner les nouvelles forces de sécurité irakienne. Une fois sa « mission accomplie », il retourna chez **Giuliani Partners** pour conseiller des entreprises. Un de ses aphorismes favori est : « La critique politique est le meilleur ami de nos ennemis ». Au sein de Giuliani Partners, il rendit de grands services à l'industrie pharmaceutique états-unienne qui le récompensa.

Pendant l'élection, Kerik avait déclaré que si **John Kerry** était élu, il y aurait de nouveaux attentats. Le poste de secrétaire du **département de la Sécurité de la Patrie** est le zénith d'une carrière météoritique qui l'a vu avoir une fille illégitime en Corée, être garde du corps de la famille royale saoudienne, garde du corps de Giuliani avant d'occuper de hautes fonctions dans la police new-yorkaise.

Kerik n'a pas d'expérience à Washington pour le poste qu'on vient de lui confier, mais on peut penser qu'il est là pour ne pas altérer le mode de financement de son département, prévu pour avantager les États républicains, et que beaucoup de ceux qui veulent des contrats juteux au **département de la Sécurité de la Patrie** vont devenir clients de Giuliani Partners. Ce type de pillage est légal à Washington s'il ne l'est pas à Bagdad. Kerik est dans la droite ligne d'**Alberto Gonzales** et **Condoleezza Rice** : loyal et incompetent.

Newt Gingrich, Tom Foley



Ancien président de la Chambre des représentants, Newt Gingrich siège au Conseil consultatif de la politique de Défense. Il est membre

« Protéger la patrie »

Source : Washington Times

Référence : « Protecting the Homeland », par Tom Foley et Newt Gingrich, *Washington Times*, 9 décembre 2004.

Bien que la Chambre des représentants ait désormais adopté une réforme historique du renseignement, il faut prendre d'autres mesures pour rendre les États-Unis plus sûrs. Pour cela, il faut renforcer la surveillance du Congrès sur le **département de la Sécurité de la Patrie**. Le président de la **Commission d'enquête sur le 11 septembre**, les anciens fonctionnaires, **Tom Ridge** et tous les think tanks du spectre politique sont favorables à la création d'une commission parlementaire permanente pour la Sécurité de la patrie.

de l'American Enterprise Institute et de la Hoover Institution, administrateur de la Fondation for the Defense of Democracies et fondateur du Center for Health Transformation. Il collabore à Fox News.



Tom Foley est ancien président démocrate de la Chambre des représentants (1989-1995).

En tant qu'anciens présidents de la Chambre des représentants, nous avons associé notre voix à cette demande, mais les différents présidents de commissions parlementaires font de l'obstruction pour garder leur pouvoir et refusent de déléguer une partie de leurs responsabilités à une nouvelle Commission. L'actuel président de la Chambre, M. Hastert a débloqué la situation en créant une Commission temporaire sur ce sujet et il a déclaré qu'il voulait créer une Commission permanente dans le 109^{ième} Congrès qui s'ouvre en janvier. Agir ainsi, c'est s'exposer à des difficultés, mais c'est ce qu'il fallait faire.

Comme l'exécutif s'est réorganisé autour du **département de la Sécurité de la Patrie**, il faut que la Chambre des représentants ait sa propre commission sur ce sujet avec les compétences nécessaires. La menace terroriste est encore grave et le Congrès doit s'adapter.

Christian W. D. Bock, Leland R. Miller

Christian W.D. Bock est ancien conseiller économique des Nations Unies pour l'Europe.

Avocat à New York, Leland R. Miller est membre de l'International Institute for Strategic Studies.

« Darfour : où est l'Europe ? »

Source : Washington Post

Référence : « Darfour : Where Is Europe ? », par Christian W.D. Bock et Leland R. Miller, *Washington Post*, 9 décembre 2004.

Le 8 novembre, une commission d'enquête indépendante de l'ONU est arrivée au Darfour pour déterminer si les massacres de près de 100 000 personnes en six mois constituent un génocide. Pendant cette enquête de trois mois, les exactions sur la population continuent. Malgré ses menaces, l'Union européenne n'a rien fait pour empêcher Khartoum de continuer sa politique. D'après l'OMS, 70 000 réfugiés sont morts depuis mars et 10 000 personnes vont continuer à mourir chaque mois. Les viols de masse se poursuivent et près d'un million de personnes ont fui leurs habitations. Pourtant, dix ans après le génocide rwandais, la communauté internationale a choisi à nouveau de regarder et d'attendre. L'ONU, sans surprise, a été incapable de prendre des mesures efficaces et l'Union africaine, plus active que l'ONU, n'a ni les moyens en hommes, ni le mandat nécessaire pour être efficace. Les États-Unis, premier pays à avoir dénoncé le génocide, sont également restés inactifs en raison du manque de troupes disponibles et de leur mauvaise réputation dans le monde musulman après deux invasions.

Reste l'Union européenne. Elle n'a pas les problèmes des États-Unis pour déployer des troupes, mais elle ne fait rien parce que :

► L'ONU n'a pas donné son aval et l'Union européenne ne veut pas agir « unilatéralement ». Cette idée occulte le fait que si l'Union européenne soutenait une action, l'ONU l'accepterait.

► Le système européen est ainsi fait que les États membres peuvent s'exprimer, mais ils restent totalement inactifs. Ce système rend l'inaction automatique, même face au génocide.

Isam Khafaji, Abdelaziz Khamis, Chibli Mallat, Nehad Nahhas, Muhammad Rumaihi

Ancien opposant au régime de Saddam Hussein en Irak, Isam Khafaji est un ancien membre du programme de reconstruction de l'Irak du Pentagone dont il a démissionné en juillet 2003 pour protester contre le manque de place accordée aux Irakiens dans ce programme. Il est membre du Middle East Institute.

Abdelaziz Khamis est un dissident saoudien exilé à Londres. Il est directeur du Centre saoudien des Droits de l'homme.

Chibli Mallat est avocat, professeur de droit à Beyrouth. Il est conseiller pour les questions juridiques du *Daily Star*. Il a été avocat de la partie civile dans le procès en Belgique pour crime contre l'humanité contre Ariel Sharon. Il est membre du Committee for Democratic Reform in the Arab States.

Ancien prisonnier politique en Syrie, Nehad Nahhas est membre du Committee for Democratic Reform in the Arab States.

Muhammad Rumaihi est rédacteur en chef du quotidien koweïtien *Al-Hiwar al-Arabi*.

« Trois propositions pour le sommet de Rabat »

Source : Daily Star

Référence : « Three proposals for the Rabat meeting », par Isam Khafaji, Abdelaziz Khamis, Chibli Mallat, Nehad Nahhas et Muhammad Rumaihi, *Daily Star*, 9 décembre 2004.

Dans le rapport présenté par des groupes de la société civile arabe au sommet du G8 de New York eu début de l'année, trois impératifs ont été identifiés, mais aucun des dirigeants de cette organisation n'a réagi à ces propositions. Il faut s'attendre à une réaction identique au sommet entre les dirigeants du G8 et ceux du Moyen-Orient, à Rabat, pour traiter de la réforme des régimes de la région. Pourtant, ces impératifs restent des questions prioritaires.

► L'impératif de liberté : il se concentre sur la libération des prisonniers d'opinion et de conscience et le soutien à leur famille pendant leur incarcération et leur réhabilitation. Une liste de ces prisonniers a été réalisée et un manifeste pour la liberté d'expression et la liberté de la presse a été rédigé. Peu de prisonniers ont depuis été libérés et davantage ont même été emprisonnés ou menacés physiquement. En Syrie, des prisonniers d'opinion ont été libérés, mais ils continuent à subir des pressions.

► L'impératif démocratique : depuis la réunion de New York, les présidents tunisiens et libanais ont vu leur mandat prolongés. Dans ce dernier cas toutefois, le Conseil de sécurité de l'ONU a marqué sa désapprobation. Il faut s'appuyer sur ce précédent pour prendre des mesures comme la création d'un observatoire des élections qui pourra être déployé en Palestine et en Irak, en janvier 2005.

► L'impératif de justice. Il faut mettre en place des mécanismes permettant de juger les responsables régionaux coupables de graves violation des Droits de l'homme (Saddam Hussein, Mouammar Kadhafi, Ariel Sharon, les dirigeants soudanais...). Aujourd'hui, nous devons nous assurer que le procès de Saddam Hussein ne sera pas une justice des vainqueurs. Dans le cas de Kadhafi, on a vu un retour de la pratique médiévale de « l'argent du sang ». Dans le cas de Sharon, les États-Unis ont miné son procès en Belgique l'année dernière, portant un coup à la paix dans la région. Pour le Soudan, nous demandons, avec *Human Right Watch* et *Amnesty International*, une inculpation des responsables de massacres.